

Civil society voices for **Better Aid**

La déclaration de la société civile à Accra exige une action urgente en matière d'aide au développement

1^{er} Septembre 2008

Introduction

2008 est une année importante pour le financement du développement et une occasion favorable pour faire avancer la communauté internationale vers un système plus équitable, centré sur les besoins des populations et sur la gouvernance démocratique. Aujourd'hui 1.4 milliard de personnes vivent sous le nouveau seuil de pauvreté d'1,25\$ US, la plupart d'entre eux étant des femmes. Face à des problèmes cruciaux comme la crise financière, la cherté des denrées alimentaires, l'accès à l'énergie et le changement climatique, l'urgence d'agir s'impose.

Accra est une occasion d'élargir le champ de l'efficacité du développement. Ce Forum de Haut Niveau et les réunions importantes des Nations Unies à New York et Doha confirmeront le grand écart entre ce qui a été promis et l'absence de progrès dans l'accomplissement des objectifs de développement internationalement convenus.

L'aide au développement ne constitue qu'une partie de l'équation, qui doit être analysée dans un contexte plus large en tenant compte de ses interactions avec le commerce, la dette, la mobilisation nationale et internationale des ressources et le système international de gouvernance. Lorsque les donateurs et les gouvernements se sont réunis à Paris, il y a trois ans, les discussions techniques ont masqué des différences politiques plus profondes sur une vision plus large des enjeux de l'aide. Quelques gouvernements donateurs souhaitaient rapidement laisser beaucoup plus de pouvoir aux gouvernements des pays en développement. D'autres donateurs n'ont pas travaillé dans cet esprit. Ce qui a été réalisé ne fut qu'un compromis, critiquable pour son approche trop technique.

Il est impératif de reconnaître explicitement les droits humains, l'égalité entre les sexes, le travail décent et la durabilité environnementale comme objectifs de l'aide. C'est pourquoi, nous faisons appel aux représentants des gouvernements présents à Accra pour agir de façon urgente dans ce sens. Les citoyens ont besoin que des engagements mesurables soient pris à Accra pour fournir de vrais résultats sur le terrain pour l'éradication de la pauvreté, des inégalités et de l'exclusion sociale. C'est un défi politique et non technique, qui doit être traité en tant que tel.

Quelles sont nos demandes minimales pour Accra?

À ce jour, le processus de Paris semble être un échec. La revue 2008 de Paris montre que les donateurs ont encore un long chemin à parcourir pour réaliser leurs engagements. Accra doit dès lors aboutir à un changement radical dans la mise en œuvre de la Déclaration et dans la façon de mesurer l'efficacité en identifiant de nouveaux indicateurs. Tous les donateurs doivent établir des plans détaillés et des indicateurs pour préparer la mise en œuvre de leurs engagements.

Pour faire face à un certain nombre de défis qui ne sont pas pris en charge de façon adéquate par la Déclaration de Paris, le Forum de Haut Niveau d'Accra doit également aboutir à des engagements mesurables. Les donateurs doivent prendre la responsabilité d'améliorer la qualité de leur intervention. Tous les gouvernements

doivent accroître l'imputabilité et la transparence du dialogue politique et des ressources de l'aide au développement. Si le Forum de Haut Niveau de Accra veut être considéré comme une réponse crédible au défi capital de rendre l'aide plus efficace, l'Agenda d'Action de Accra doit au minimum :

- S'engager à élargir la définition de l'appropriation afin que les citoyens, les organisations de la société civile et les élus deviennent parties prenantes des processus d'aide au développement, et cela, à tous les niveaux.
- Etablir des engagements mesurables dans le temps pour :
 - o Cesser l'aide à court terme et s'engager à ce que 80% de l'aide soit mis en œuvre sur des périodes de 3 à 5 ans en 2010
 - o Réduire le fardeau des conditionnalités en 2010, afin que les accords de coopérations soient fondés sur des objectifs mutuellement négociés
- Établir des indicateurs plus ambitieux pour rendre l'assistance technique mieux encadrée et conforme aux demandes des pays bénéficiaires
- S'engager à supprimer l'aide liée, qui inclut l'aide alimentaire et l'assistance technique, en 2010
- Engager les donateurs et bénéficiaires à rendre le système de l'aide plus transparent en développant et en mettant en œuvre de nouveaux standards de transparence en 2009, qui assureront qu'une information de qualité soit accessible et communiquée au public
- S'engager à améliorer le suivi de l'efficacité de l'aide en adaptant les indicateurs existants et en intégrant les nouveaux indicateurs établis par l'Agenda d'Action de Accra en 2009 :
 - En soutenant des systèmes de suivi et d'évaluation indépendants et citoyens,
 - En adoptant un processus d'évaluation inclusif pour évaluer l'impact de Paris sur la réduction de la pauvreté, l'égalité des sexes, les droits de l'homme et le développement durable.

Qui sommes nous?

Plus de 600 représentants issus de 325 organisations de la société civile (OSC) de 88 pays se sont réunis à Accra pour débattre sur les actions à entreprendre en vue de la réforme de l'aide. Quatre-vingt (80) représentants de la société civile ont participé au cours des deux derniers jours aux tables rondes organisées dans le cadre de ce forum pour communiquer et faire entendre la voix de la société civile. Les OSC ont activement participé au processus de préparation d'Accra, en organisant des consultations dans chaque région, en participant aux rencontres du Groupe de Travail sur l'efficacité de l'aide et en réagissant aux différents documents préparatoires du Plan d'action d'Accra. Bien que nous saluions ces opportunités, nous sommes globalement déçus que nos points de vue sur les différents documents préparatoires n'aient pas été pris en compte et que le plan d'action d'Accra dans sa forme actuelle n'envisage que peu de changement.

En tant qu'acteurs du développement, nous sommes engagés à rendre les activités relatives à l'aide plus efficace dans la lutte contre la pauvreté et les inégalités. Nous reconnaissons la nécessité d'améliorer constamment notre performance et notre responsabilité dans ce domaine. Pour cela, nous avons lancé un Forum libre sur l'efficacité du développement, processus inclusif, dirigé par les OSC et ouvert aux diverses parties. Ce Forum libre permettra de s'entendre sur des principes qui guideront l'efficacité des OSC, des recommandations pour la mise en œuvre de ces principes et de la documentation sur les meilleures pratiques. Nous apprécions la reconnaissance de ce processus dans le Programme d'action d'Accra et nous espérons que les résultats de ce processus seront axés sur une vision de l'efficacité du développement partagée par tous les acteurs.

Cependant, notre efficacité dépend également de l'environnement dans lequel nous travaillons. Celui-ci est souvent déterminé par les donateurs et les gouvernements des pays en développement. Des instruments de financements appropriés ainsi que des États démocratiques et efficaces sont nécessaires pour que nous soyons nous-mêmes efficaces dans nos interventions auprès des communautés et peuples marginalisés.

Notre conception des réformes à décider

Ce que nous visons est un monde où l'aide n'ait plus lieu d'être ; où la pauvreté ne soit plus la réalité quotidienne de milliards d'hommes et de femmes ; où le travail décent soit une réalité pour tous ; où les ressources mondiales soient équitablement partagées ; où les inégalités sociales et les inégalités hommes-femmes aient disparu ; où les populations autochtones soient respectées ; où les États soient réellement démocratiques et respectent les droits économiques, sociaux et culturels ; et où la sauvegarde des biens publics de la planète, en particulier la durabilité de l'environnement, soit confiée à des institutions internationales multilatérales auxquelles tous les pays participent à parts égales.

Nous sommes persuadés que le rôle de l'aide est important pour nous rapprocher de ces objectifs et qu'il est impératif et urgent d'augmenter la quantité et la qualité de l'aide pour faire face à l'ampleur des défis de la pauvreté, de l'inégalité et de l'exclusion. L'aide sera efficace lorsque l'on pourra prouver de façon indubitable qu'elle est utilisée à relever ces défis. L'efficacité de l'aide doit être supervisée par une plateforme universelle, plus démocratique et plus représentative que l'OCDE/CAD, comme, par exemple, le Forum pour la coopération en matière de développement des Nations Unies.

Une aide efficace doit être basée sur le principe de l'appropriation démocratique et doit avoir comme objectifs, la réduction de la pauvreté, le respect des droits humains, l'égalité hommes-femmes, la durabilité de l'environnement et le travail décent. Lorsque les donateurs imposent leurs propres politiques, leurs propres systèmes et leurs propres priorités, ils ignorent les voix des citoyens et des communautés bénéficiaires et ils violent le principe de l'alignement sur les priorités et politiques des pays en développement.

Une aide efficace doit concourir à la responsabilité démocratique liant les citoyens et leurs gouvernements. Les institutions démocratiques émanent des processus nationaux de dialogue social et politique et les donateurs ne doivent pas miner ces efforts, ni faire obstacle à la création d'un espace politique. Si le développement rural, l'intégration régionale ou la décentralisation font partie des priorités nationales dans un pays en développement, les donateurs doivent les appuyer.

Une aide efficace contribue à l'élaboration de systèmes transparents et responsables. Elle doit être prévisible pour permettre aux pays bénéficiaires de faire des plans à moyen ou long terme et s'aligner dessus. Elle doit être déliée. Dans les faits, beaucoup de donateurs continuent à ne fournir une aide que dans la mesure où celle-ci profite à leurs propres intérêts alors qu'ils la lient aux achats à leurs entreprises nationales ou imposent des conditions qui servent leurs propres intérêts économiques. Derrière un grand nombre de ces problèmes se cache un manque de recevabilité et de transparence. L'information du public sur les flux d'aide ou sur les politiques ou conditionnalités qui en découlent n'est pas assez fiable, ou fournie en temps utile. Il n'y a pas assez d'évaluations indépendantes sur les performances des donateurs ainsi que sur l'impact de l'aide sur le terrain. Les citoyens et les organisations de la société civile n'ont pas assez l'occasion de se faire entendre dans les processus de prise de

décision. Ceci constitue un obstacle systémique qui empêche les citoyens de demander des comptes à leurs gouvernements tant dans les pays donateurs que les pays bénéficiaires.

Sur le principe, la Déclaration de Paris fait état de beaucoup de ces problèmes, mais dans la pratique, les donateurs ont montré leur mauvaise volonté à les résoudre. Même lorsque les gouvernements des pays en développement ont amélioré leurs performances, les donateurs n'ont pas, de leur côté, respecté le contrat. La lenteur des progrès dans la mise en œuvre des principes de la Déclaration de Paris devrait être hautement problématique et embarrassante pour les gouvernements représentés ici à Accra.

Aussi bien les donateurs que les pays en développement ont leur part de responsabilité dans le bon fonctionnement de l'aide. Mais, l'amélioration de l'efficacité de l'aide passe par l'abandon de la conditionnalité et ne doit pas être prétexte à de nouvelles façons d'imposer des conditions qui minent le droit au développement et l'appropriation démocratique, compris comme l'autodétermination.

Accra est l'occasion pour vous, ministres des pays donateurs ou des pays bénéficiaires et représentants de haut niveau des agences des donateurs, de montrer votre engagement en faveur de la réduction de la pauvreté et des inégalités, à travers une aide efficace, pour prouver votre crédibilité dans le respect de vos promesses. Demain les décisions que vous prendrez seront importantes pour planter le décor d'un agenda plus ambitieux vers un développement véritablement effectif. En tant qu'organisations de la société civile nous allons continuer à améliorer notre propre efficacité. Nous allons continuer à travailler – si possible en étroite collaboration avec vous – à l'amélioration de l'impact de l'aide sur la pauvreté et les inégalités. Finalement, c'est bien sur le niveau de contribution à l'amélioration des conditions de vie humaines que sera jugée l'aide. C'est seulement à ce moment-là que nous pourrons réellement parler d'aide efficace.

Voir aussi les déclarations suivantes :

* /Mettre le travail décent au coeur de l'efficacité du développement durable. Decent Work at the Heart of Sustainable Development Effectiveness, ITUC./

* /Women's Forum Statement: Recommendations for Action on Development Effectiveness in Accra and Beyond, 30th August 2008. /

* /Joint Ecumenical message and policy briefs for the Accra High Level Forum on Aid Effectiveness./

* /Civil Society Statement on Aid Effectiveness and the Debt Crisis./

